

Le JDEC et son approche sociale de la transition énergétique : « *Le nouveau système doit favoriser l'émergence d'une société européenne plus juste.* » Par Anissa Sidhoum Hassaine, Académie Notre Europe, Promotion 2020-2021

Quelle transition énergétique pour l'Europe ? Thomas Pellerin-Carlin, directeur du JDEC et chercheur en politique européenne de l'énergie, rappelle les positions de l'Institut Jacques Delors qui soutient le développement d'une transition empreinte d'équité sociale.

En 2018, l'Institut Jacques Delors se dote d'un Centre Énergie, le Jacques Delors Energy Centre (JDEC). Sa raison d'être : produire des recommandations permettant une transition énergétique au service de l'ensemble des Européens et Européennes. Pour ce faire, l'équipe du Centre analyse l'état actuel des systèmes énergétiques et des politiques publiques de l'Union européenne (UE) pour proposer aux décideurs européens des recommandations solides de politiques à mettre en place. Avec un champ d'application large qui englobe des enjeux de production énergétique, d'efficacité énergétique, de transformation de la production industrielle et de mobilité douce, le Centre adopte une approche globale de la transition énergétique. Mais surtout, le Centre tente de remettre au cœur de cette transition les enjeux de justice sociale. C'est une transition énergétique socialement équitable, qui permet de partager ses bénéfices au sein de la société, qui est valorisée dans les actions du Centre. Ce dernier cherche alors à identifier et suivre les enjeux sociaux de la transition, pour formuler des recommandations concrètes.

Les grands enjeux sociaux de la transition énergétique

« Le nouveau système doit viser un objectif zéro-pollution, et favoriser l'émergence d'une société européenne plus juste. »

Dans le cadre de la transition énergétique en Europe, le Centre distingue quatre dimensions d'enjeux sociaux : celui des travailleurs et travailleuses, des régions, de la pollution de l'air et de la précarité énergétique. Ces dimensions sont étroitement liées et nécessitent donc une approche commune, mais adaptée à la diversité et complexité des contextes locaux.

Des **travailleurs et travailleuses** sont vulnérables face aux transformations industrielles qui accompagnent la transition énergétique. Il s'agit d'hommes et de femmes qui peuvent perdre leur emploi dans des industries polluantes, à cause du développement d'alternatives plus propres et du désinvestissement des énergies fossiles. Cette perte peut produire des dégâts socio-économiques importants si elle n'est pas anticipée par les pouvoirs publics. Aussi, il s'agit d'individus qui peuvent bénéficier de la création et du développement de nouveaux emplois dans les industries d'avenir comme celles de la rénovation des bâtiments ou les énergies renouvelables, si les pouvoirs publics accompagnent activement la formation, les reconversions et l'orientation professionnelle. Dans l'Est de la Grande-Pologne, région minière, ce sont 12 000 à 22 000 emplois qui pourraient être créés dans l'industrie énergétique d'ici 2030¹.

De manière similaire, certaines **régions** sont face à un contexte de changement radical de mode de production. Ce sont notamment les régions industrielles et charbonnières qui sont touchées. Des industries entières peuvent devenir obsolètes, détruisant le tissu social de localités et régions. Pour exemple, c'est ce qu'il s'est passé dans les Hauts-de-France où les usines de textile et de charbon ont fermé pour des raisons économiques. Peu de mesures politiques ont été prises et aujourd'hui la région reste appauvrie. D'autres régions parviennent à saisir les opportunités de la

¹ Azau, S. & Treadwell, K. (2021). [Europe's Coal Regions: Boosting employment, environment, economy through 'just transition'](#). WWF.

transition. C'est notamment le cas de la région côtière de Poméranie en Pologne qui est parvenue à convertir ses chantiers navals dans la production de plateformes pour les éoliennes en mer.

La **pollution de l'air** pose également des questions d'équité. En 2016, 400 000 Européens et Européennes sont morts prématurément à cause de cette pollution². Alors que Santé publique France comptait 48 000 décès pour le pays, une récente étude indique que ce chiffre s'approcherait en réalité de 100 000 décès³. Par ailleurs, cette pollution ne touche pas tout le monde de la même façon, selon l'âge, la classe sociale et la localisation géographique. Les jeunes enfants et les plus âgés sont plus affectés. En outre, les personnes les plus pauvres vivent dans les milieux les plus pollués et/ou sont dans des situations qui les rendent plus vulnérables à cette pollution. A Paris, les morts prématurées ont davantage lieu dans les quartiers les plus fragilisés de la capitale⁴.

La **précarité et la pauvreté énergétique** décrit l'impossibilité d'accéder à des services énergétiques essentiels (de chauffage et de transport notamment). En 2019, 30 millions d'Européens et Européennes déclaraient ne pas pouvoir se chauffer convenablement en hiver⁵. Cette précarité cause des problématiques peu médiatisées en France : développement de logements humides, insalubres, maladies respiratoires, morts de nourrissons et de personnes âgées dans les cas les plus graves.

Sur tous ces enjeux, le rôle du Centre Énergie de l'Institut Jacques Delors est de pointer les raisons pour lesquelles l'Europe se doit d'agir et les dispositifs concrets qu'elle peut effectivement mettre en place, en coopération avec les Etats, les régions, les partenaires sociaux et les citoyens et citoyennes. L'Europe a un rôle central à jouer, notamment lorsqu'elle constitue l'échelle la plus efficace pour agir sur ces quatre éléments de manière concertée et anticipée. Pour promouvoir une transition énergétique équitable, le Centre veut la mise en place d'un pacte social pour la transition énergétique.

Vers une transition énergétique équitable en Europe

« La transition demande une forte volonté politique et les décideurs politiques ont quelque chose à gagner en faisant une transition 'juste'. »

Le rôle du Centre est d'informer les décideurs que sont la Commission européenne, le Parlement européen et les gouvernements nationaux sur l'ensemble de ces enjeux sociaux et leurs implications politiques. Le système énergétique européen actuel et la manière dont sa transformation est actuellement considérée ont créé et continuent de créer des conditions de vulnérabilité et d'exclusion. Les populations touchées se retrouvent dans des situations de précarité qu'il convient d'identifier et de limiter.

La transition énergétique permet d'engager une décarbonisation nécessaire du système afin de préserver l'environnement. Toutefois, ce processus doit également tenir compte d'enjeux sociaux qui peuvent devenir des risques empêchant la transition. Le mouvement social des Gilets Jaunes qui a débuté en 2018 en France, en réponse à l'augmentation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, qui influe sur le prix des carburants, illustre cette dynamique. Thomas Pellerin-Carlin rappelle : « *Le système énergétique polluant qui a été construit aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles exclut de fait et a minima 30 millions de personnes et tue 400 000 Européens par an à cause de la pollution de l'air.* ».

² European Environment Agency (2020). [Air quality in Europe - 2020 report](#).

³ Vohra, K. (2021). [Global mortality from outdoor fine particle pollution generated by fossil fuel combustion: Results from GEOS-Chem](#). *Environmental Research*, 195.

⁴ Grimault, V. (2016). [Pollution de l'air : les pauvres en première ligne](#). *Alternatives Economiques*.

⁵ Magdalinski, E., Delair, M. & Pellerin-Carlin, T. (2021). [Europe needs a political strategy to end energy poverty](#). Policy Paper #259, Institut Jacques Delors.

En conséquence, l'Institut préconise aux décideurs d'aborder la transition énergétique sous l'angle de l'innovation, pour assurer le maintien d'un système économique prospère et, surtout, de la justice sociale. Une transition juste semble, en effet, essentielle pour rendre la transition énergétique politiquement durable. Il recommande notamment l'élaboration et la mise en place d'un pacte social qui permettrait d'engager une transition énergétique inclusive, c'est-à-dire qui s'empare des enjeux de justice sociale, en accompagnant les régions et les individus, en s'attaquant à la pollution de l'air et à la précarité et pauvreté énergétique. Ce pacte serait une condition nécessaire à l'établissement d'un soutien populaire de la transition.

Dans un contexte nouveau de crise sanitaire et à l'approche de la COP26 qui aura lieu en novembre à Glasgow, le JDEC multiplie les publications pour encourager les décideurs politiques européens à soutenir un Pacte Vert qui s'accompagnerait d'un fort volet social. A Thomas Pellerin-Carlin de conclure : « *On fait cette transition énergétique pour éviter un désastre climatique, mais il y a des dégâts économiques et sociaux que l'Union européenne doit minimiser, et des opportunités géopolitiques, économiques et sociales que nous devons saisir.* ».

Pour aller plus loin :

Delors J., Fernandes S., Pellerin-Carlin T. (2018). [Europe needs a social pact for the energy transition](#), Policy Brief, Institut Jacques Delors.

Pellerin-Carlin T., Vinois J.-A., Rubio E., Fernandes, S. (2017). [Making the energy transition a European success. Tackling the democratic, innovation, financing and social challenges of the energy union](#), Report, Institut Jacques Delors.

Pellerin-Carlin T., Chopin T., Pons G. (2019). [Climate change, at the heart of a new European political balance?](#), Policy Brief, Institut Jacques Delors.

Pellerin-Carlin T. (2021). [Intervention à l'audition commune du Sénat sur la précarité énergétique.](#)